

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

OPERATION :

Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Maitre d'Ouvrage :

**COMMUNE DE TOUR EN SOLOGNE
81 Rue de la Mairie
41250 Tour-en-Sologne**

Maitre d'Œuvre :



Etabli par le Coordonnateur S.P.S. : CHESNEAU Christophe

Fait le 26 mars 2025 Indice 0.

Ce document contient : 48 pages.

Sommaire du Plan Général de Coordination :

- 1. Les renseignements d'ordre administratifs intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.**
- 2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en coordination avec le coordinateur.**
- 3. Mesures de coordination prises par le coordonnateur.**
- 4. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.**
- 5. Mesures générales prises pour le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.**
- 6. Renseignements pratiques propres aux lieux de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prise en la matière.**
- 7. Modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.**
- 8. Deplombage**
- 9. Divers.**
- 10. Annexes.**

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

La loi N°93.1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil, a instauré l'obligation d'une coordination de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant en phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants. L'article L 2356 de cette même loi prévoit l'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Le PGCSPS définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants.
- Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de donnée de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan de sécurité et de protection de la santé.
- LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SERA COMPLETE ET ADAPTE PAR LE COORDONNATEUR EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU CHANTIER. IL INTEGRERA, AU FUR ET A MESURE DE LEUR ELABORATION EN LES HARMONISANT, LES PLANS PARTICULIER DE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE.

En application de la loi énoncée ci-avant et du décret N°94 1159 du 26.12.94, chaque entrepreneur sous-traitant et travailleur indépendant intervenant sur le chantier est tenu d'élaborer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et de le diffuser aux organismes mentionnés à l'article R 238.34.

Textes applicables

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- Eviter les risques.
- Evaluation des risques qui ne peuvent être évités.
- Combattre les risques qui ne peuvent être évités.
- Combattre les risques à la source.
- Adapter le travail à l'homme (ergonomie) en tenant compte des méthodes de travail.
- Tenir compte de l'évolution de la technique.
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins ou ce qui ne l'est pas du tout.
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- Veiller à ce que les entreprises et indépendants disposent de toutes les informations et des instructions nécessaires pour assurer la sécurité et la santé des personnes qui réaliseront le chantier.
- Faciliter la circulation et accès riverains et des véhicules de secours.
- Veiller pour assurer la sécurité et la santé des personnes de la voie publique où riveraines de l'agglomération dans lequel va se réaliser cette opération.

Préambule :

La loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil a instauré l'obligation d'une coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant dans la phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants.

L'Article L 235.6 de cette même loi prévoit l'établissement par le coordonnateur du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.).

Le P.G.C.S.P.S. est rédigé lors de la phase de conception et est tenu à jour pendant l'exécution des travaux. Il s'impose à toutes les entreprises et à leurs sous-traitants.

Le P.G.C.S.P.S. définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier et indique :

- Les coordonnées des intervenants et les renseignements d'ordre administratif,
- Les mesures d'organisation générale arrêtées par la Maîtrise d'œuvre en liaison avec le coordonnateur,
- Les mesures de coordination envisagées et leurs champs d'application,
- Les sujétions découlant des interférences intérieures ou à proximité du chantier,
- Les mesures de maintien du chantier en bon ordre et en bon état de salubrité,
- Le plan de secours,
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

En application de la loi énoncée ci-avant et du décret n° 94-1159 du 26/12/94, chaque entrepreneur et sous-traitant intervenant sur le chantier est tenu d'élaborer un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et de le diffuser aux organismes mentionnés à l'article R-238-34. Le P.P.S.P.S. doit être établi dans un délai de 30 jours à compter de la réception du marché signé par le Maître d'ouvrage pour les entreprises et dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat par l'entrepreneur pour les sous-traitants.

ROLE DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention soient effectivement mis en œuvre. Article R 238/18 paragraphe 3 du décret n°94.1159 du 26 décembre 1994

« Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage »

- a) Etablit le P.G.C.S.P.S. lorsqu'il est requis,
- b) Constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage,
- c) Ouvre le Registre-Journal de la coordination,
- d) Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès et circulations, des installations générales.
- e) Assure le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

« Au cours de la réalisation de l'ouvrage »

- a) Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux, que cette entreprise s'apprête à exécuter les consignes à observer ou à transmettre les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- b) Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent,
- c) Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application,
- d) Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le coordinateur, en cas de constat de risque grave et imminent, est habilité par le Maître d'ouvrage à faire arrêter immédiatement la phase de travaux exposant le personnel. En dehors de ce cas, faisant l'objet d'une procédure bien particulière, il n'a aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne peut, ni ne doit se substituer à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité et de santé.

PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION

1. Phase de préparation de chantier :

- a) Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lot diffuseront au coordonnateur de sécurité-santé les éléments suivants :

- Les noms et adresses des entrepreneurs sous-traitants,
- La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

- b) Chaque Entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, elle dispose d'un mois à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le P.P.S.P.S.

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'Article L 235.3 du Code du Travail introduit par la Loi 1106 du 6 décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.

- c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire du lot ou sous-traitant) procèdera à une inspection commune de chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- d) Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au coordonnateur de sécurité.

L'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235.6 du Code du Travail, procéderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée au chapitre I – Renseignements administratifs – de ce document.

2. Phase de travaux :

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition des salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

1.2 AVERTISSEMENT

L'ensemble des mesures du P.G.C. s'applique comme suit :

- Lorsqu'il y a contradiction entre le P.G.C. et le C.C.T.P., c'est la mesure la plus fiable qui s'applique au niveau sécurité et organisationnel.
- Lorsqu'il y a contradiction entre le lot qui doit mettre en place la mesure, c'est le lot cité par P.G.C. qui s'impose, ensuite et dans l'ordre décroissant, le C.C.T.P. et le C.C.A.P.

1.3 CONTENU DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.) est établi par le Coordonnateur SPS de Conception de l'opération puisque celle-ci est soumise à l'obligation de déclaration préalable.

Fondé sur les principes généraux de prévention suivants (Article L 235.1 de la Loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993) :

- a) Eviter les risques,
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- e) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- f) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- g) Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

Le P.G.C. constitue une pièce du Dossier de Consultation des Entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté par le Coordonnateur S.P.S. en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera, au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé. Les mises à jour seront communiquées à chaque entreprise concernée. Les P.P.S.P.S. devront être modifiés en conséquence au Coordonnateur S.P.S.

1.4 Textes législatifs de référence

Le P.G.C. est établi conformément aux prescriptions définies par les textes législatifs suivants :

Code du travail : Santé et Sécurité des Travailleurs :

- Décret n° 47-1592 du 23 août 1947 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures particulières de Sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charges.
- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (Titre II : Hygiène et Sécurité des Travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le Personnel exécute des travaux du Bâtiment, des Travaux Publics et tous autres concernant les immeubles, modifié par le Décret n° 95-608 du 6 mai 1995.
- Décret n° 79-228 du 20 mars 1979 portant règlement d'administration publique relatif aux comités d'Hygiène et de Sécurité et à la formation à la Sécurité.
- Circulaire du 09 juillet 1987 concernant les grues à tour (application de l'Article 22 du Décret N°47-1592 modifié).
- Décret N°88-1056 du 14 novembre 1988 portant règlement d'administration publique concernant la protection des Travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- Note technique du 06 mars 1991 relative à l'application de la circulaire du 09 juillet 1987 concernant les mesures particulières de sécurité dans le cas d'installation des grues à tour dont les zones d'action interfèrent.
- Loi N°93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de Bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la Santé des Travailleurs et portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés Européennes n°92-57 en date du 24 juin 1992.
- Décret N°94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des opérations de Bâtiment ou de Génie Civil et modifiant le Code du Travail (2ème partie : Décrets en Conseil d'État).
- Décret N°95-543 du 04 mai 1995, relatif au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail et modifiant le Code du Travail (2ème partie : Décrets en Conseil d'État).
- Code de la Route (circulation des véhicules et engins des entreprises et signalisation routière).
- Liste non exhaustive.

1.5. **Obligations des entreprises**

Conformément aux diverses prescriptions des documents contractuels généraux (C.C.T.P. en particulier), chaque Entrepreneur est tenu, pour ce qui le concerne, de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité publique.

Il est également tenu de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les Lois et Décret en vigueur et tous les règlements de Police de voiries et autres.

L'Entrepreneur s'engage et s'oblige en particulier à :

- Respecter le Plan Général d'Aménagement et les prescriptions du présent Plan Général de Coordination Santé Sécurité.
- Contacter le Coordonnateur SPS phase « Réalisation » au plus tôt afin de se faire connaître et en vue de réaliser la visite préalable conformément à la législation en vigueur.
- Ne pas émettre de fumée, poussière, ordures, gaz toxique ou corrosif susceptible d'incommoder ou de nuire à la santé publique.

Les Entreprises, dont les tâches sont susceptibles de produire des poussières, des fumées, des brouillards, des gaz, des vapeurs, etc., devront protéger les individus contre ces types de contaminant en utilisant soit des appareils filtrants soit des appareils isolants suivant le cas.

- S'abstenir, en application des dispositions en vigueur, de tout bruit ou trépidation causée sans nécessité ou dû à un défaut de précaution ou à un mauvais entretien de nature à troubler la tranquillité, la santé ou la sécurité publique.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Les entrepreneurs utilisant des matériels et engins de chantier bruyants seront tenus de prendre toutes les précautions nécessaires (écrans, capotages, pots d'échappement, etc.) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires.

- Assurer, dans les meilleures conditions, la Sécurité et la Santé de son Personnel à tous les niveaux.
- Veiller, à tout moment, à l'entretien du terrain et de ses abords.
- Faire assurer le contrôle de ses appareils, engins, matériels et installations par un organisme agréé ou par une personne compétente désignée par le Chef d'Établissement et dont le nom et la qualité devront être consignés sur le « Registre Sécurité »
- Faire suivre, à l'ensemble de ses salariés, une formation à la sécurité, conformément au Décret N°78-228 du 20 mars 1979.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

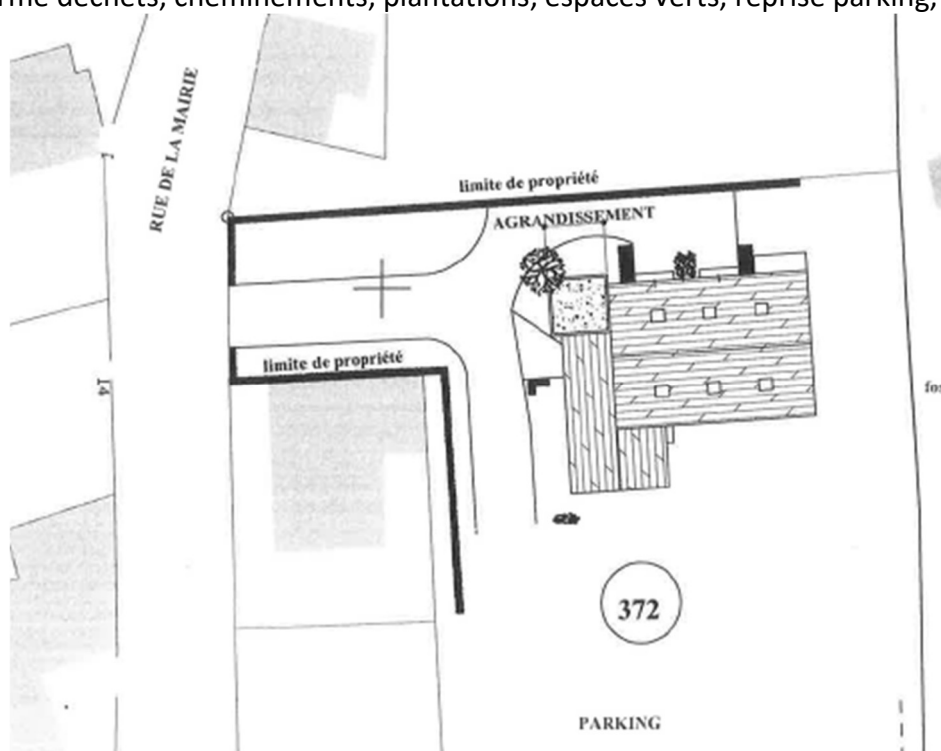
1. Les renseignements d'ordre administratifs intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.

1.1. Présentation du projet

Les travaux à réaliser ont pour objet la rénovation et l'extension de la salle polyvalente existante de TOUR-EN-SOLOGNE, Rue de la Mairie

Le présent programme comprend dans ses grandes lignes :

- la démolition du rangement actuel en façade Nord (env. 7 m²)
- la construction de 2 bâtiments en extension : un bâtiment de 25 m² à usage de sanitaires et un bâtiment de 33 m² à usage de rangement.
- la restructuration de la zone existante bar/sanitaires/cuisine, le remplacement des menuiseries extérieures et la rénovation intérieure de tous les locaux
- le changement du système de chauffage, et la création d'une plateforme dans le comble pour la CTA.
- les différents travaux extérieurs liés à l'exécution du projet : terrasse, enclos PAC, plateforme déchets, cheminements, plantations, espaces verts, reprise parking, etc,



Intervenants

Désignation	Noms	Adresses	Coordonnées
Maître d'Ouvrage	Commune Mairie de Tour-en-Sologne	81 Rue de la Mairie, 41250 Tour-en-Sologne	☎ : 02 54 46 42 86 commune.tour-en-sologne@orange.fr

BATEC QHSE

93, Les Allées d'Asnières 41360 LUNAY

Tél : 07 86 30 88 74 Mail : christophe.chesneau@batec-sps.fr

11/48

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

	Mr le Maire PATRICE DUCHET		
Maitre d'œuvre	BOUR ESQUISSE ARCHITECTE Mr ROMERO Mr FICHEPAIN	1 Rue des Landiers 41350 Saint Gervais la foret	☎ : 02.54.42.88.88 architecte@bouresquisse.com
Coordonnateur SPS	BATEC QHSE Christophe CHESNEAU	93 Les Allées d'Asnières 41360 LUNAY	☎ : 07 86 30 88 74 christophe.chesneau@batec-sps.fr
Organismes de Prévention	Direccte	34 Avenue du Maréchal Maunoury, 41000 Blois	☎ : 02 54 55 85 70 ddetspp-uc1@loir-et-cher.gouv.fr
	Carsat	6 quai St Jean 41000 BLOIS	☎ : 02 54 90 94 00 richard.cavalle@carsat-centre.fr
	O.P.P.B.T.P.	74, rue du Petit Pont à Orléans.	☎ : 02 38 71 92 62 centrevaleloire@oppbtp.fr
	MEDECINE DU TRAVAIL	SAN.T.BTP 30 av Châteaudun, CS 13427 41034 BLOIS CEDEX	☎ : 02 54 74 37 89

Renseignements généraux

1.1.1. Durée globale des travaux

Dates prévisionnelles de :

Début des travaux : A définir.

Délai d'exécution des travaux : 20 semaines

1.1.2. Effectif prévisionnel et nombre d'entreprises prévisibles

Effectif moyen : 3

Nombre d'entreprises prévisibles : 13

LOT N°1 DEMOLITION – MACONNERIE- B.A.

LOT N°2 CHARPENTE BOIS – BARDAGE ET OSSATURE BOIS

LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC ACIER

LOT N°4 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM.

LOT N°5 CLOISONS SECHES.

LOT N°6 FAUX-PLAFONDS.

LOT N°7 MENUISERIES BOIS

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

LOT N°8 CARRELAGES - FAIENCES.

LOT N°9 PEINTURES.

LOT N°10 EQUIPEMENTS DE CUISINE

LOT N°11 ELECTRICITE

LOT N°12 PLOMBERIE-SANITAIRE

LOT N°13 CHAUFFAGE - VENTILATION

1.1.3. Classement du chantier

Le chantier est classé en catégorie : 2

1.1.4. Phasage des travaux

Les travaux seront exécutés en une seule phase.

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur de sécurité organise avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

1.2. Autorisations administratives

1.2.1. Sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage

1.2.1.1. Déclaration préalable

Sous la responsabilité du Maître d’ouvrage à réaliser et à envoyer aux organismes de prévention.

1.3.1.2 Diagnostics AMIANTE ET PLOMB-

Dossier de Diagnostics Techniques réalisés par SARL DIAG-IMMO | 83 E route de Château-Renault 41000 BLOIS

Résumé de l’expertise n° 12-23661U

AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : 12-23661U

Date du repérage : 07/12/2023

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

1/Couverture en totalité Identifiant : M005 Description : Ardoises fibres-ciment
Quantification : 400 m2 Résultat : Présence d'amiante

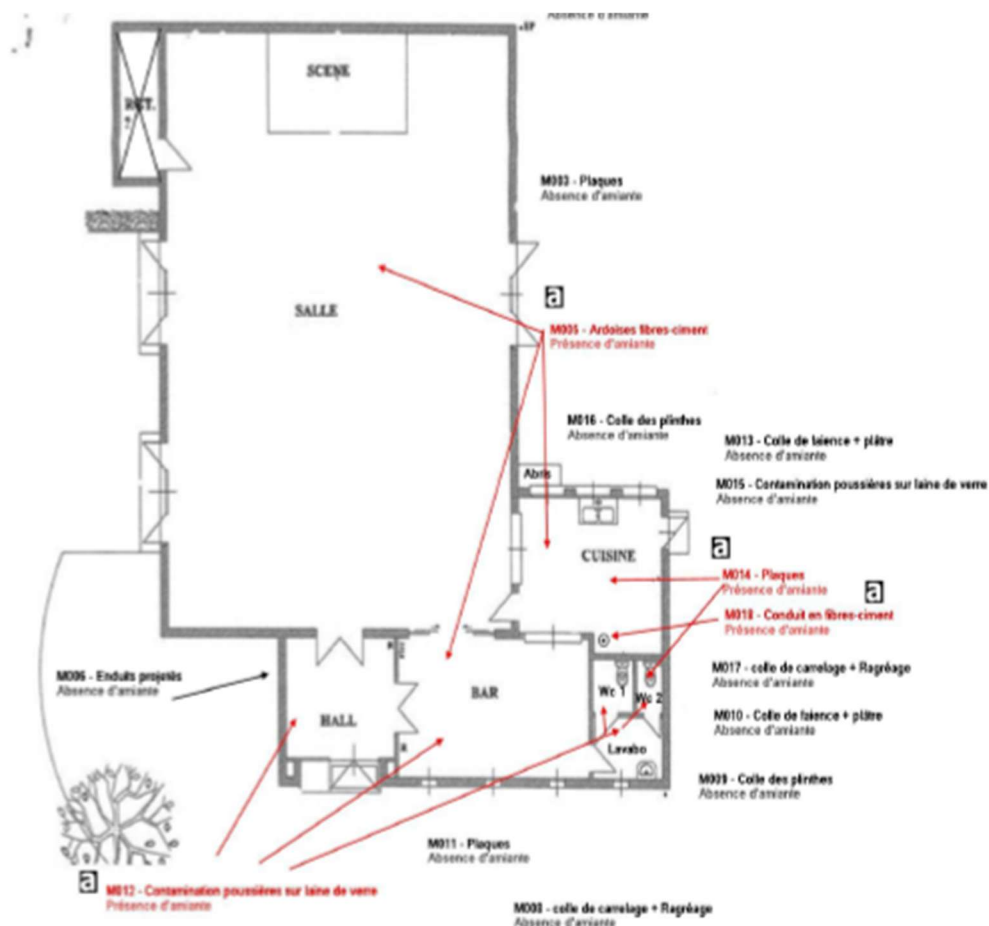
2/Cuisine ; Rez de chaussée - Lavabo ; Rez de chaussée Wc 1; Rez de chaussée - Wc 2

Description : Plaques de FAUX PLAFOND Quantification : 30 m2 Résultat : Présence d'amiante

3/; Rez dechaussée - Bar;Rez de chaussée -Lavabo ; Rez de chaussée - Wc 1;
Rez de chaussée Wc 2

Description :Contamination poussières sur laine de verre Quantification : 50 m2 Résultat : Présence d'amiante

4/Cuisine 1 Description : Conduit en fibres-ciment Résultat : Présence d'amiante



RDC

PLOMB

Constat de risque d'exposition au plomb CREP

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Numéro de dossier : 12-23661U

Date du repérage : 07/12/2023

Teneur au plomb inférieure à la réglementation

NOTA Les travaux de désamiantage à savoir la dépose des matériaux et produits contenant de l'amiante selon le Rapport de Mission de Repérage des Matériaux et Produits contenant de l'Amiante et plomb avant Travaux n° 12-23661U du 07/12/2023 seront réalisés par le MO avant la signature du présent MARCHE DE TRAVAUX

Le MO devra fournir les mesures libératoires après désamiantage

1.2.2. Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

*Demandes d'arrêtés aux services concernés.

*Autorisations administratives.

*Déclaration d'intention de commencement des travaux à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux au moins un mois avant le début des travaux. (Remettre un exemplaire de DICT au coordonnateur SPS) **A charge du LOT N°1 DEMOLITION – MACONNERIE- B.A.**

*Constat d'huissier (si nécessaire) A charge du MO

2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en coordination avec le coordinateur.

2.1. Nature du sol

Sans objet

2.2. Description de l'environnement et de ses servitudes

Milieu urbain présence Maisons d'habitation mitoyenne & de services publics

2.2.1. Réseaux enterrés et existant et Réseaux aériens

L'entreprise du **LOT N°1 DEMOLITION – MACONNERIE- B.A.** se rapprochera des services techniques compétents pour vérifier et neutraliser l'existence de

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

réseaux enterrés ou existants sur la zone de travaux. Les ouvriers intervenants sur ces lots devront être en possession de l'AIPR.

CONSIGNATIONS RESEAUX EXISTANTS

Neutralisation et protection des réseaux et fluides **LOT N°11 : PLOMBERIE – SANITAIRES/LOT N°12 : CHAUFFAGE- VENTILATION/LOT N°13 : ELECTRICITE** alimentant la construction à démolir, curage et déconstruction des bâtiments comprenant la dépose de l'ensemble des ouvrages

2.2.2. Bâtiments environnants et servitudes

Dans le cadre des travaux, seule la zone sécurisée de chantier est propre à la réalisation de l'opération.

2.2.3. Présence de MCA et d'HAP

Le maître d'ouvrage devra fournir les mesures libératoires après désamiantage réalisé antérieurement au présent marché de travaux

2.2.4. Accès et stationnement

L'accès et la sortie du chantier des engins et des intervenants **se fera par la voie publique RUE DE LA MAIRIE**

Un accès praticable par des véhicules est existant

Les engins de chantier devront veiller au respect du code de la route, et plus particulièrement rouler au pas dans l'enceinte du chantier. Ces engins seront équipés d'avertisseur de recul.

Une signalisation indiquera l'entrée des zones de chantier et l'interdiction d'accès au public (Mise en place et maintenue par le **A CHARGE DE L'ENTREPRISE DU LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

Mesures de nettoyage des engins devant circuler sur la voie publique (à la charge du A CHARGE DE L'ENTREPRISE DU LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

Un nettoyage des camions et engins sera effectué : A la sortie des zones de chantier pendant toute la durée des travaux à la charge du **A CHARGE DE L'ENTREPRISE DU LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

2.2.5. Dispositions relatives aux groupes de visiteurs

Sans objet.

2.3. Installation de chantier

BATEC QHSE

93, Les Allées d'Asnières 41360 LUNAY

Tél : 07 86 30 88 74 Mail : christophe.chesneau@batec-sps.fr

16/48

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Toutes les installations de chantier sont définies par le maitre d'œuvre en accord avec le maitre d'ouvrage, et le coordonnateur SPS, dans la zone de cantonnement, en fonction des possibilités d'implantation, du phasage et selon l'organisation générale du chantier.

- + Cantonnement & installations sanitaires
- + Salle de réunion et bureau de chantier
- + Aire de stockage
- + Installations d'hygiène, vestiaires et sanitaires.
- + Zones de circulation horizontales.
- + Les zones de stationnement, de déchargement, de retournement.
- + Emprise projet de construction,
- + Position de la clôture,
- + Accès depuis la voie publique jusqu'au chantier,
- + Zone de livraison et de stockage matériaux,
- + Stockage des terres et déblais,
- + Compteurs eau et électricité.

PIC **A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

2.3.1. **Sanitaires Articles R.4228-7 & R.4228-10 à R.4228-15 du code du travail**

Mise en place d'un bloc sanitaire comprenant lavabos et WC A PREVOIR POUR 10 PERSONNES

Suivant articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :

- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés
- Chasse d'eau
- Éclairage
- Chauffage en saison froide
- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau
- Papier hygiénique
- Installations séparées en cas de personnel mixte

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

2.3.2. Salle de réunion

Sans objet

2.3.3. Vestiaires Articles R.4228-2 à 6 R4534-139 A PREVOIR POUR 10 PERSONNES

Mise en place d'un bloc vestiaires

Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage

Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :

- Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles :
- ininflammables
- à double compartiment
- munies de serrure ou cadenas

Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

2.3.4. Réfectoire A PREVOIR POUR 10 PERSONNES

Mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :

- Tables + chaises
- Réchaud
- Garde-manger
- Réfrigérateur si possible
- Maintien en état constant de propreté
- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers
- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

Toute boisson alcoolisée est interdite sur le site.

2.3.7 Branchements fluides

Alimentation du chantier

L'alimentation du chantier en AEP par le **LOT N°12 PLOMBERIE – SANITAIRE**

L'alimentation du chantier en ELECTRICITE par Le **LOT 11 : ELECTRICITE** devra 2 tableaux divisionnaire pour le chantier avec 6 prises de courant au minimum (position limitant les rallonges à 25 m) - protection 30 m

Raccordement EU est **A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

L'ensemble de ces équipements devront être réalisés durant la période de préparation du chantier.

ELECTRICITE Raccordement BASE VIE & Mise en place de tableaux électrique de chantier conforme type armoires de chantier - avec prises de courant au minimum, protection 30 mA - en nombre suffisant (limitation des rallonges électriques à 25 mètres) A **charge du LOT 11 : ELECTRICITE**



PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)



Vérification initiale de l'ensemble selon réglementation/Vérification des installations électriques de chantier

Au démarrage du chantier, ou lors de modifications importantes de l'installation, il est obligatoire de vérifier l'installation électrique avant sa mise en service par un organisme accrédité. Une dérogation existe pour les installations électriques temporaires de chantier présentes dans les chantiers de 3e catégorie (art. R. 4532-1 du Code du travail) et d'une puissance inférieure à 100 kVA. Lorsque les deux conditions sont réunies, la vérification peut être réalisée par une personne qualifiée ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. Il doit également pratiquer régulièrement cette activité.

Durant le chantier, une vérification périodique est effectuée annuellement au minimum. Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés suivant les instructions réglementaires (arrêté du 26 décembre 2011).

AEP Raccordement BASE VIE et Distribution en eau du chantier par robinets de puisage A **charge du LOT N°12 PLOMBERIE – SANITAIRE**

EU Le raccordement EU est A charge du **LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

2.3.8. Clôture de chantier

L'accès aux zones de chantier doit matériellement être interdit à toutes personnes étrangères au chantier. Des panneaux rappelant cette interdiction, seront apposés contre les barrières de chantier en nombre suffisant. Ces barrières devront rendre le chantier clos et indépendant vis à vis du public ainsi que la zone cantonnement.

A CHARGE DE L'ENTREPRISE DU LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

2.3.9 Panneaux de chantier

Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret N°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire ou d'aménager. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants devront être affichées et seront lisibles depuis la voie publique (selon les éléments fournis par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre).

L'ensemble des coordonnées des intervenants (MO/MOE/BC/CSPS/ENSEMBLE DS ENTREPRISES INTERVENANTES DEVRONT FIGURER SUR CE PANNEAU)

A CHARGE DE L'ENTREPRISE DU LOT 1 : MACONNERIE - B.A. – DEMOLITIONS.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

2.3.10 Contrôle des entrées et sorties

L'ensemble des personnes amenées à circuler sur le chantier sera facilement reconnaissable par son équipement de travail et sera porteur de la carte d'identification professionnelle BTP.

L'impossibilité d'identification d'une personne pourra être sanctionnée par une interdiction d'accès au chantier.

- Carte d'identification professionnelle (CIP) BTP : voir décret du 22 février 2016 et arrêté ministériel du 20 mars 2017



2.3.11 Protection contre l'incendie

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques :

Dans les locaux affectés aux personnels. **A CHARGE DE L'ENTREPRISE LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

- Dans les locaux de stockage. **ENTREPRISES CONCERNEES**
- Près des postes de travail particuliers. **ENTREPRISES CONCERNEES**

3 Mesures de coordination prises par le coordonnateur.

3.3 Voies ou zone de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

2.3.5. Circulations horizontales

Les voies d'accès au chantier seront définies sur le plan d'installation de chantier. Un balisage sera mis en place pour l'accès au chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

Les voies doivent être constamment praticables ne tolérant aucun stockage de matériaux.

L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et qu'il puisse y entrer et en sortir en tenue de ville.

VOIRIES EXISTANTES

VOIES D'ACCÈS/VOIES DE CIRCULATION/VOIES D'ÉVOLUTION DES ENGINS

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Voie d'accès existante rue de la MAIRIE

Les voies doivent être praticables et adaptées aux besoins (circulation engins, PL, VL, piétons).

La couche de forme doit avoir une résistance suffisante et être compatible avec les surcharges induites. De fait, les ouvrages connexes à ces voies (drainage, évacuation, etc.) doivent être pris en compte conformément à la note technique de la CNAMTS NT 109.

A charge du LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A. entretien pendant toute la durée du chantier (si nécessaire mise en de grave calcaire afin d'assurer une surface plane & résistante

VOIES D'ACCÈS			
Simple compactage	Empierrement	Structure voirie	Voie Intermédiaire
Travaux de compactage du terrain en place après terrassement des plateformes construction et abords sans apport de matériaux. Entretien pendant la durée du chantier par réglage et remblaiement des omières ou nids de poules avec matériaux d'apport éventuel	Travaux d'empierrement simple sur plateforme de terrassement avec interposition d'un feutre anti-contaminant Entretien pendant la durée du chantier par réglage et remblaiement des omières ou nids de poules avec matériaux d'apport Décapage ou réemploi partiel en fin de chantier pour réalisation des aménagements extérieurs	Réalisation des structures complètes de voiries sans le revêtement de finition. Entretien pendant la durée du chantier par réglage et remblaiement des omières ou nids de poules avec matériaux d'apport éventuel Réglage et purge avant réalisation des revêtements de finitions. Nécessite le passage des réseaux en amont.	Réalisation complète des voiries dès le début du chantier fermées par un système temporaire protégeant les structures (enrobé faible épaisseur, grave bitume, ...) Réalisation de la couche de finition des voiries en fin de chantier. Nécessite le passage des réseaux en amont.
			

PS Prévoir une bande de circulation de 2.50 ml sur le périmètre du bâtiment en pied de façade

Prévoir les cheminements piétonniers sécurisés pour l'accès au bâtiment par tous les ouvriers pendant la phase chantier (y compris entretien pendant toute la phase chantier)

ACCES DES OUVRIERS

LES ACCÈS AU BÂTIMENT		
Escalier fabriqué en place	Élément Manufacturé type EMAP : Escalier Modulaire d'Accès Provisoire	Aménagement d'un point d'accès par remblaiement périphérique
		

Un accès principal au bâtiment doit être mis en œuvre et identifié pour permettre aux intervenants de parvenir aux postes de travail. Cet accès doit être

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

maintenu dégagé, nivelé et praticable par tout temps et pendant toute la durée du chantier. Cet accès devra être pourvu de protections collectives

A charge du LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

Plan de circulation

Sans objet.

Zone tampon de stationnement

Sans objet.

Zone de stationnement pour les véhicules légers

Le stationnement des véhicules particuliers et de véhicules de transport du personnel se fera sur les parties réservées à cet effet et définie sur le plan d'installation de chantier. Signalisation à charge du **LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.**

3.3.9.1 Zone d'accès aux services de secours

Tous les accès, au cantonnement et aux différentes parties de la zone de travaux devront être dégagés en permanence, pour laisser l'accès libre aux services de secours.

3.4 Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage et de manutention.

3.4.9 Vérification périodique par un organisme agréé des engins de TP (avec levée des réserves)

Tout engins de TP pénétrant sur le chantier devront avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires durant toute utilisation. La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier et présentés au coordonnateur qui le mentionnera sur le registre journal. L'entreprise principale devra délivrer tous les certificats et documents relatifs aux contrôles et capacités du matériel et des utilisateurs. **Ces documents devront être en permanence mis à disposition dans le bureau de chantier ou dans les véhicules.**

3.4.10 Approvisionnements

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Les chefs d'entreprises ont pour obligation de définir par écrit dans leur PPSPS, les détails de leur mode opératoire des approvisionnements de leur matériel et matériaux, les moments de leurs interventions.

3.4.10.1 Approvisionnement du chantier

Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet (voir plan d'installation de chantier).

3.4.10.2 Approvisionnement des postes de travail

Pas d'équipement commun prévu par le MOE

3.4.11 Autorisation / Habilitation

Les personnels affectés à la conduite des engins seront en possession de leur autorisation de conduite et de leur habilitation CACES.

Le coordonnateur pourra à tout moment solliciter la présentation de ces pièces aux intervenants (ainsi que les certificats de visite technique à jour des différents engins de chantier).

Pour le **LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.** Formation AIPR de vigueur.

3.5 Zones et conditions de stockage, conditions d'enlèvement des matériaux gravats notamment ceux présentant un risque particulier.

3.5.9 Zones de stockage

Les aires de déchargement et de stockage ne sont pas figées et devront être définies par les entreprises en accord avec le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité. Les entreprises veilleront à avoir des stockages stables. Les stockages sur site devront laisser les cheminements libres pour l'accès de tous les intervenants sur le chantier.

3.5.10 Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets.

Chaque entreprise assurera l'évacuation de ses déchets et gravois pendant toute la durée de l'opération.

3.5.11 Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Les entreprises utilisant des produits polluants ou toxiques auront à leur charge l'évacuation de ces produits et de leur contenant vers une décharge agréée (se référer aux décrets en vigueur à la date de réalisation des travaux).

3.6 Protections collectives et individuelles

L'entreprise attributaire du **LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.** mettra en place les sécurités collectives et également la maintenance.

Si une tâche déterminée oblige une entreprise à déposer un élément de protection, elle doit en informer le lot concerné et assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen à définir dans son PPSPS. Elle rétablira les protections initiales immédiatement.

POINTS PARTICULIERS DE PROTECTION COLLECTIVE

Zones du bâtiment	Risques	Mesures de prévention
Façades Charpente couverture	Risques de chutes de hauteur	Echafaudage de pied mis en place par A CHARGE Du LOT N°1 : DEMOLITION - MACONNERIE - B.A. et pour interventions du LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS

(Préventions à mettre en place)



RISQUES LIES AUX OPERATIONS DE GRUTTAGE/LEVAGE

Les risques les plus fréquents dans les opérations de levage réalisées par ces appareils sont les suivants :

Chute de la charge.

Détachement d'équipements de leur point d'ancrage.

Rupture de cordes, câbles, chaînes.

Chute de personnes à différents niveaux.

Ecrasements.

Efforts excessifs.

Manipulation de feuilards, de câbles défectueux, échardes sur les palettes.

Contacts électriques directs et indirects.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Bruits.

Mesures de prévention :

Ne pas dépasser la capacité de charge maximale de l'appareil.

Maintenance réglementaire et/ou périodique.

Dégager les lieux de transit pour qu'ils soient dépourvus d'obstacles.

Utiliser les accès prévus à cet effet.

Ne pas monter sur le chargement pour se déplacer.

Lors de travaux sur des ponts-grue, bloquer les commandes pour éviter les mouvements intempestifs.

Ne pas faire transporter de charges par les personnes.

Ne pas passer sous les charges quand celles-ci ont été hissées.

Ne pas laisser de charges en suspens.

Ne pas trop rabaisser le crochet (éviter qu'il repose au sol).

Utiliser toujours un casque, des bottes de sécurité à bout renforcé, des gants, pour les travaux mécaniques, ainsi que des lunettes de sécurité.

A CHARGE TCE

Circulations piétonnes

En périphérie des ouvrages, les remblais sont à réaliser le plus tôt possible, REMBLAIS DE TERRE Remblais compactés après exécution des fondations et parois enterrées. Les terres servant aux remblais seront soigneusement triées pour un emploi de remblai sain. Elles seront compactées par couches de 0.20 m d'épaisseur.

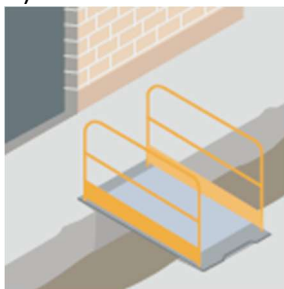
À prévoir en rebouchage des fouilles en rigoles après fondations et mise à niveau des planchers en périphérie des logements sur la largeur des fouilles.

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

- l'emploi de moyens de manutention mécanisés,
- la livraison en accédant au plus près de l'ouvrage et des zones de stockage,
- l'installation des PEMP ou d'échafaudage de pied ou roulant

En présence de dénivelés, des solutions provisoires comme des passerelles avec des garde-corps peuvent être mises en place

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)



Échafaudages de pied type MDS Pas d'échafaudage commun prévu par le MOE

Utilisation des échafaudages de pied



Les échafaudages de pied seront conformes à la législation en vigueur RECOMMANDATION de la CNAMTS adoptée par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics, le 10 juin 2004. Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied R 408

Dans le cas d'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu et à la même hauteur, privilégier la mise en commun d'un seul et même échafaudage (à mettre au point lors de l'établissement des P.P.S.P.S. d'entreprises), dans ce cas **une convention et procès-verbal de mise à disposition sera mise en place entre les entreprises concernées**

Les échafaudages de pied reposeront sur le sol ou sur des appuis solides, par l'intermédiaire de platines et de vérins. Il faut se renseigner sur la pression que le sol peut supporter.

Si les échafaudages de pied reposent sur la terre, il faut répartir les charges transmises par les platines des poteaux. En cas de remblaiement périphérique, le nivellement et le compactage sur une largeur suffisante permettront une installation sécurisée.

Quel que soit l'état du sol (béton, terre...), les étais, les tours d'étalement doivent être calés avec un bastaing et pointés pour reprendre les vibrations (également appelés tampon, amortisseur et même martyrs) .

Attention à ne pas faire reposer les pieds d'un échafaudage sur des matériaux de construction creux ou des pièces de bois travaillant en flexion.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Lorsque les irrégularités du terrain ne peuvent être compensées par les vérins, il est possible d'utiliser des éléments tubulaires prévus par le constructeur.

A charge de chaque entreprise suivant besoins spécifiques

Échafaudage roulant en INTERIEUR

L'échafaudage roulant permet de travailler en hauteur et de déplacer son poste de travail au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à condition que personne ne soit sur l'échafaudage. Pour travailler en sécurité, il faut toujours stabiliser l'équipement en bloquant les roues et en mettant les contreventements existants afin d'éviter son basculement/renversement et la chute de hauteur.

Un sol stabilisé garantit une facilité de déplacement de l'échafaudage roulant.

Il permet d'éviter l'enfoncement des roues, lui assurant ainsi une plus grande stabilité.

A charge de chaque entreprise suivant besoins spécifiques

Travaux en intérieur bâtiment des PIR peuvent être utilisées

Plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP)

La stabilité de toutes les PEMP dépend des conditions des sols sur lesquels elles reposent. La zone d'évolution de la PEMP doit donc être plane (absence de trous ou de bosses) et dégagée afin d'éviter qu'elle ne se renverse. Il faut également que la PEMP ait le bon type de roues.



A charge de chaque entreprise suivant besoins spécifiques

FILETS DE SÉCURITÉ/FILETS DE PROTECTION ET GARDE CORPS

Fourniture et pose de filets de protection bas de pente et rampants et sous face toiture lors de la pose de la charpente et de la couverture.

Fourniture et pose de garde-corps en sous face de charpente lors des travaux de couverture

Fourniture et pose de filets en façade pour les travaux d'isolation extérieure.

Evacuation de l'ensemble à la fin des diverses interventions.

Filets de sécurité en sous-face Ils correspondent à des filets de sécurité de système S, comportant une ralingue. Ils sont prévus pour être tendus horizontalement, ou

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

dans un plan sensiblement horizontal, et fixés sur une structure, via des points d'ancrage, au moyen d'attaches, en respectant les préconisations du fabricant.



Fournir au CSPS PV DE RECEPTION avant intervention

A CHARGE LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER

Stockage des matériaux et produits

Pour limiter les risques d'incendie, les matériaux et produits sont stockés dans des zones sécurisées et isolées.

L'organisation du chantier se fait en définissant :

- la (ou les voies) d'évacuation du personnel et d'accès des secours,
- les zones de stockage des produits et matériaux potentiellement inflammable ou toxiques
- les zones de stockage des déchets en prévoyant des contenants appropriés afin d'éviter leur dispersion (big-bags, bennes spécifiques, ...),
- les zones de stockage ou les consignes particulières de stockage des matériaux légers en cas d'avis de vent fort ou de tempête (stockage de préférence hors charpente & couverture),
- les distances d'éloignement entre chaque zone et chaque poste de travail, qui sont propres à chaque chantier.

A charge de chaque entreprise suivant besoins spécifiques

Conduite à tenir en cas de départ de feu

En cas de départ de feu (feu de propane ou autres matériaux), et si celui-ci ne peut être contenu très rapidement, les consignes d'évacuation doivent être respectées et les services de secours doivent être sollicités sans délai.

Consulter les fiches de données sécurité.

A charge de chaque entreprise suivant besoins spécifiques

Protection des trémies en toiture ou couverture

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Lorsque les trémies ne sont pas équipées en début de chantier de leur structure définitive, des dispositifs provisoires sont à prévoir. Ils peuvent être de différents types. Le choix est adapté à la dimension de la trémie à protéger.

Garde-corps provisoires

Ils sont adaptés pour les trémies comportant une costière en béton.

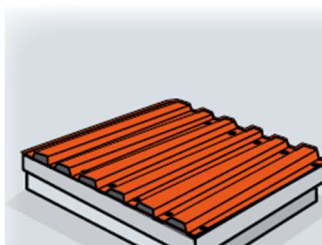
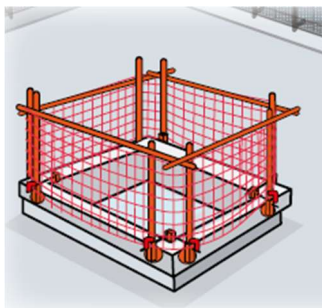
Cette solution est particulièrement appropriée pour les trémies servant d'accès au personnel.

Ils sont constitués comme les garde-corps traités précédemment.

Protection par platelage

En l'absence de costière, le platelage (métallique) est plein et recouvre la totalité de l'ouverture. Il doit être suffisamment résistant pour s'opposer à toute chute de personne, matériel ou matériau. Il doit être fixé afin d'empêcher tout déplacement accidentel.

En présence d'une costière, des éléments non jointifs peuvent être mis en place, afin de permettre l'éclairage du niveau inférieur. Les éléments doivent être fixés et l'ensemble doit présenter la même résistance que précédemment. Les ouvertures ne doivent pas permettre la chute d'un travailleur, d'un matériel, ou de matériau. Complété d'un polyane, le dispositif permet d'assurer l'étanchéité.



A CHARGE DU LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER



Pour tous les travaux en hauteur un mode opératoire devra être fourni avec le PPSPS de l'entreprise définissant les tâches à réaliser les risques à prendre en compte le matériel utilisé et les préventions mises en place

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

NOTA Le travail à l'échelle est à proscrire. Tout travail en hauteur se fera au moyen d'échafaudage ou à l'aide de nacelles.

Pour toute intervention, au-dessus de 3 mètres et hors échafaudage ou nacelle, le port de la ceinture ou du baudrier de sécurité est strictement obligatoire.

Circulations verticales

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.

Les accès seront protégés.

Nota Les échelles ne devront être utilisées que comme moyen d'accès provisoire, et en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

A charge du LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A. mise en place de garde-corps en périphérie de toutes trémies en plancher plafond ou ouvertures en façades.

3.6.9 Protections et équipements individuels




Les équipements de protections individuelles EPI (casque, chaussures ou bottes de sécurité, lunettes, masques, vêtements de pluie, etc.) sont à la charge des entreprises.

Pour le personnel intérimaire, il est d'usage que les équipements soient fournis par la société d'intérim. En tout état de cause, c'est l'entreprise utilisatrice qui est responsable du respect de la réglementation.

L'absence des EPI pourrait générer un refus d'accès au chantier.

3.6.10 Appareils portatifs

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera :

-  De classe III – TBT (tension nominale inférieure à 50 volts).
-  Ou de classe II à double isolation.
-  Prolongateur électrique : uniquement par câble H07RNF avec fiche étanche (fiche à usage domestique interdites). Les baladeuses électriques seront obligatoirement à double isolement avec poignées isolantes et panier. Aucune alimentation ne se fera ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet et protégées par les différentiels de défaut. (Protection différentielle 30 mA).

3.7 Mesures prises en matière d'interaction sur le site

3.7.9 Dispositions prises pour interdire les travaux superposés

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Lors des phases de travaux sur différents niveaux ne permettant pas la mise en place d'une protection efficace, les entreprises concernées interviendront seules sur le chantier et interdiront efficacement l'accès des niveaux inférieurs à toutes personnes.

Exemple : INTERVENTION DU LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS lors de la pose de la charpente et du bardage et de la couverture.

3.7.10 Moyens communs

Chaque entreprise devra procéder pendant la période de préparation à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction de l'ouvrage à réaliser et de sa localisation. Pour chaque phase, elle devra adapter un processus d'exécution permettant d'éviter les risques et de limiter les risques qui ne peuvent être évités.

Lors de l'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu et/ou sur un même ouvrage, l'entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres entreprises des risques encourus, des moyens de les prévenir, et devra communiquer à tous ses processus d'exécution.

Ces interférences devront être mentionnées dans les PPSPS. Une harmonisation sera effectuée par le coordonnateur après analyse.

Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalisées par panneaux (accès strictement interdit, utilisation de produits dangereux).

NOTA : Possibilité d'ECHAFAUDAGE MIS EN COMMUN ENTRE LE LT 01 ET LE LOT 2 POUR LES TRAVAUX DE CHARPENTE COUVERTURE DES LOCAUX POMPIERS

Les besoins spécifiques du LOT 02 seront communiqués au LOT 1 pendant la période de préparation pour prise en compte.

3.7.11 Risques liés à la Coactivité.

A l'avancement du chantier, toutes les dispositions seront prises pour interdire tous les travaux superposés ou susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou spécifiques : interdiction d'accès, décalages des travaux.

Mesures de prévention :

- **Prendre en compte les préconisations émises par le coordonnateur SPS dans le PGC**
- **Définir le périmètre d'intervention de chacun**
- **Planifier les interventions de chaque corps de métier**
- **Se réunir régulièrement (tous les corps de métiers et tous les travailleurs concernés)**
- **Assurer la continuité des mesures de prévention et la bonne communication des informations**
- **Respecter sa zone de travail et des autres métiers**

3.8 Prévention des risques de maladies professionnelles

Une attention particulière est exigée concernant le choix de modes opératoires et de produits limitant au maximum les nuisances tels que le bruit, les vibrations, les poussières et les gaz toxiques.



RISQUE CHIMIQUE

Une attention particulière est exigée concernant le choix de modes opératoires et de produits limitant au maximum les nuisances tels que le bruit, les vibrations, les poussières et les gaz toxiques.



RISQUE SILICE CRISTALLINE

La silice est notamment présente dans le granit, le sable, l'ardoise et la plupart des matériaux de construction comme la brique, le béton, les parpaings, les pierres.

Le travail dans le BTP expose à la silice. Les situations de travail susceptibles d'émettre, dans l'air, de la poussière chargée de silice cristalline sont nombreuses.

Prevention : Organiser le travail avant d'entreprendre des travaux afin de supprimer le risque /choisir les procédés de travail limitant les émissions/Choisir les équipements de travail adaptés à la nature du travail à réaliser

EPI Adaptés :

Fournir des protections oculaires et des combinaisons de type 5-6.

Nettoyer les outils avec de l'eau

Niveau d'exposition faible : Masque anti-poussière ou demi-masque (de filtre P3)

Niveau d'exposition modéré : Ventilation assistée (TM3P) avec filtre P3

Niveau d'exposition fort : Adduction d'air



RISQUE EMANATION DE POUSSIERS

Comme pour toute démarche de prévention, la prévention des risques liés aux poussières débute par une évaluation des risques. Celle-ci doit notamment prendre en compte :

La dangerosité des poussières susceptibles d'être présentes aux différents postes de travail ;

Les niveaux d'exposition aux poussières aux postes de travail concernés.

Pour limiter les émissions de poussières, il est conseillé de privilégier les outils à mouvement lent, de favoriser la coupe à l'humide et d'utiliser des systèmes d'aspiration à la source et de filtration.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Pour protéger les compagnons, il est conseillé de privilégier les techniques produisant moins de particules fines comme la découpe à l'humide ou de mettre en œuvre des systèmes d'aspiration à la source.

Prendre en compte la brochure (ED 6263) émise par l'INRS qui rappelle les bonnes pratiques en démolition pour limiter les expositions aux poussières.

Poussières de bois

Les poussières de bois se forment lors de tâches d'usinage de pièces de bois ou de produits à base de bois (panneaux de particules ou de contreplaqués) en ateliers ou sur chantiers.

Exemples de situations de travail exposant les travailleurs aux poussières de bois

„ Découpe et usinage du bois

„ Travaux préparatoires de surface

„ Opérations de nettoyage de chantier ou d'atelier de menuiserie

Poussières de FIBRES D'ISOLANTS (LAINE DE ROCHE, LAINE DE VERRE

Les fibres d'isolants minéraux sont des particules allongées naturelles qui peuvent être inhalées et pénétrer dans les poumons. Dans le bâtiment, les isolants en laine minérale sont principalement utilisés pour l'isolation thermique, acoustique et la protection incendie des habitations individuelles et des bâtiments collectifs.

Exemples de situations de travail exposant les travailleurs aux fibres d'isolants :

Découpe et pose ou dépose de laine de roche, laine de verre, isolant synthétique en plaque, ...

„ Projection et ponçage de mousse polyuréthane, isolants soufflés

Les poussières de plâtre

Les poussières de plâtre se forment lors de la découpe de plaques de plâtre ou lors de la préparation de support en plâtre. Elles sont principalement composées de poussières de gypse, la matière première du plâtre.

Exemples de situations de travail exposant les travailleurs aux poussières de plâtre

„ Confection et gâchage de plâtre

„ Ponçage des plâtres d'intérieur

„ Découpe, sciage et ajustage de plaques de plâtre

„ Opérations de nettoyage de chantier

Préventions

Sur les chantiers, selon la nature, l'importance et l'emplacement de vos travaux, plusieurs solutions peuvent être mises en place :

Limiter l'émission de poussières

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

„ Privilégier des produits moins émissifs et/ou moins dangereux

(ex : sacs d’enduit ou ciment sans poussières, isolants en laine de verre recyclée , chaux aérienne en pâte plutôt qu’en poudre, enduit prêt à l’emploi)

Équiper vos fûts de malaxage d’un outil dentelé d’aide à l’ouverture des sacs

„ Éviter les découpes sur chantier en utilisant des éléments prêts à poser ou en anticipant les découpes en atelier (ex : isolants, bordures, ...)

„ Déballer les laines de verre ou laines de roche au dernier moment et au plus près du lieu d’utilisation et privilégier les matériaux revêtus

Isoler

„ Baliser la zone d’intervention et limiter l’accès aux personnes autorisées

„ Utiliser des engins climatisés permettant de travailler cabine fermée

„ Équiper les cabines de vos engins avec un système de filtration et de pressurisation de l’air

Aérer

„ Assurer l’aération de la zone de travail sur les chantiers en intérieur

„ Mettre en place un appareil d’aération et de renouvellement d’air propre dans les espaces confinés (combles perdus, caves)

TRAVAILLER À L’HUMIDE

Dans le cas où votre activité le permet, le travail à l’humide est un moyen de protection collective et une solution à privilégier lors de travaux en présence de poussières. En effet, l’eau permet de réduire la mise en suspension des poussières et les rabat vers le sol.

Vous pouvez par exemple : „ Arroser préalablement les surfaces et les supports avant de les raboter, poncer, découper ou démolir

„ Arroser vos gravats avant de les ramasser

„ Si les travaux le permettent (ex : démolition, rabotage) mettre en place des moyens de brumisation

SE PROTÉGER

Attention ! Les poussières de bois et les poussières métalliques sont combustibles. Pour prévenir ce risque n’oubliez pas d’installer des extincteurs à eau ou à poudre (extincteurs spéciaux pour les poussières métalliques) et sensibilisez et formez vos salariés au risque incendie et à la manipulation des extincteurs.

LA PRÉVENTION DU RISQUE POUSSIÈRES

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Pour le confort et la sécurité de vos salariés et de vous-même, utilisez, selon votre activité, des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à la nature des travaux à réaliser :

Une protection respiratoire adaptée

Privilégiez les masques équipés de soupape d'expiration qui offrent plus de confort et conservez-les à l'abri de la lumière, de l'humidité et des poussières. Attention à la compatibilité avec les autres EPI et à l'environnement de travail

3.9 Travaux spécifiques

3.9.9 Produits présentant des risques particuliers (à la charge des entreprises utilisatrices)

Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosions ou d'intoxication (colles, résines, époxydiques, peintures à solvants, mousses polyuréthane, etc..) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit.

Une consignation provisoire des locaux concernés sera mise en place pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger.

Il est rappelé qu'aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit. Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire, et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur de sécurité parallèlement à leur introduction sur le chantier.

Les fiches de données seront annexées au PPSPS des entreprises.

3.9.10 Utilisation de chalumeau ou tous outillages créant un étincelage

Principaux risques : LES RISQUES DUS AU GAZ/LES RISQUES DUS A LA PRESSION/LES RISQUES DUS A LA COMBUSTION DES GAZ/LES RISQUES DUS AUX PROJECTIONS/LES RISQUES DUS A LA FLAMME ET AUX RAYONNEMENTS/LES RISQUES DUS AUX FUMÉES

Mesures de prévention.

S'ASSURER DU BON ETAT DU MATERIEL

(État du chalumeau ; des tuyaux flexibles ; des robinets ; des organes de réglage).

PREPARER SON LIEU D'INTERVENTION

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Disposer d'un moyen d'alarme et de lutte contre le feu (extincteur à eau pulvérisée et extincteur approprié au combustible utilisé). Eloigner ou protéger tout matériau combustible (Graisses, huiles, chiffons, sciures, ou copeaux) peuvent s'enflammer au contact d'un jet d'oxygène pur. Ne jamais graisser ou lubrifier des pièces qui peuvent être en contact avec l'oxygène (robinets des bouteilles ; raccords...). Fixer les bouteilles de manière stable et éviter leur déplacement pendant le travail. Ne pas utiliser les bouteilles d'acétylène couchées. Travailler dans un endroit ventilé ou pourvu d'une installation d'aspiration des fumées.

PAS D'ETINCELLES, DE FLAMME, NI DE CHALEUR EXCESSIVE

N'UTILISER QUE LES QUANTITES DE GAZ STRICTEMENT NECESSAIRES

PORTER LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE ADAPTES

Adopter des vêtements difficilement combustibles (coton ignifugé par exemple)

Veiller à la propreté des vêtements (les tissus souillés de graisse peuvent s'enflammer en présence d'oxygène)

Utiliser des lunettes de protection équipées de verres teintés et munies de coques latérales contre les projections et les rayonnements lumineux.

Mise en place d'un permis feu avant toute intervention. **A METTRE EN PLACE AVEC LE MO.**

3.10 Conditions de travail

3.10.9 Manutentions des charges

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires (organisation et matériels), afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Il appartient donc à chaque entreprise de définir dans son PPSPS ses manutentions verticales et de faire apparaître le mode d'approvisionnement retenu. Dans la mesure du possible, les moyens mécanisés qui seraient mis en place, pourraient favoriser les approvisionnements de plusieurs entreprises, et feront l'objet d'un financement interentreprises (entreprises utilisatrices) (plates-formes réceptrices de matériaux ou élévatrice de matériaux).

A prendre en compte lors des opérations de manutention

R.476 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (assurance maladie)

R477 Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages)

ED 884 « Logistique de chantier et coordination de sécurité



Aire de livraison et stockage :

- Organiser les livraisons sur le chantier en positionnant une ou plusieurs zones de livraison et de stockage des matériaux, contigües au site. L'accès et le départ de ces zones se font préférentiellement selon un circuit en sens unique et par circulation en marche avant ;

Approvisionnement du chantier

Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet (voir plan d'installation de chantier).

4.2.2.1 Approvisionnement des postes de travail

Prioriser l'approvisionnement mécanisé des postes de travail en prenant en compte

- Les horaires de livraison imposées ou non
- Les personnes à contacter (réceptionnaire) : nom, N° de téléphone, coordonnées...
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement,
- La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...)
- *Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion
- *La nature et la résistance du sol
- *La charge utile des recettes à matériaux
- *La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

- Signalisation des situations de coactivité
- Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage
- Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...),

4 Suggestion découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

L'accès aux zones de travaux sera protégé. Il sera accompagné d'une signalétique adaptée. L'accès s'effectuera par la voirie existante.

La présence de riverains, rends encore plus évident le respect des mesures de prévention, la clôture du chantier devra être vérifiée très régulièrement par le lot principal, afin d'éviter toute intrusions intempestives sur le chantier.

Aucun stationnement sauvage ne sera toléré, les accès devront être en permanence dégagés, afin de permettre l'intervention rapide de secours.

Pendant cette opération, les nuisances telles que les poussières, bruits etc., devront être atténuées. Les outils et méthodes employés seront choisis pour satisfaire cet impératif.

Pendant l'opération, les accès des riverains doivent rester libres et ses cheminements ne doivent pas être encombrés. Les voies de circulation des véhicules ne devront pas être encombrées par des stockages ou autres stationnements intempestifs.

Les signalisations conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place sur les zones de travaux.

Toutes découvertes en sous-sols, telles que des cavités ou écoulement d'eau devront être signalées auprès du MOE et Coordonnateur.

5 Mesures générales prises pour le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

5.3 Nettoyage

5.3.9 Nettoyage général

Les installations de chantier seront entretenues quotidiennement par les entreprises présentes sur le chantier.

Un nettoyage général du chantier devra être réalisé une fois par semaine au minimum par les entreprises présentes sur le site.

5.3.10 Nettoyage des postes de travail

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Après chaque intervention, et avant l'entrée dans les lieux de l'entreprise suivante, chaque entreprise devra effectuer le nettoyage de sa zone de travail et procéder à l'évacuation de ses déchets. En cas de non-observation des préconisations ci-dessus, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure au frais des entreprises défaillantes.

5.3.11 Nettoyage des accès

5.3.12 Aucun stockage de déchets, décombres, déblais ou autres ne seront effectué sur les zones d'accès. Dans le cas de stockage sur ces zones, l'entreprise de Principal en assurera le nettoyage à la charge de l'entreprise qui en est responsable.

5.3.13 Nettoyages ponctuels

Des tâches particulièrement polluantes devront nécessiter des nettoyages spécifiques qui seront à la charge de l'entreprise qui en est responsable. Afin d'éviter les salissures, les moyens appropriés devront être mis en œuvre.

5.4 Répartition des dépenses communes

Nature des travaux	Description des travaux	Travaux d'équipement	Travaux d'entretien
Accès et voirie de chantier voie d'évolution engins en périphérie/Accès BASE VIE /Aire de stockage	Plateformes de travail et voie à créer sin non plane et no résistante	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B. A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Signalisation du chantier	Balilage, signalisation et protection à mettre en place ainsi que barrières de protection.	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Clôture de chantier avec portail d'accès équipé système de fermeture	Mise en place de clôtures provisoires délimitant la zone chantier de la zone utilisée par le MO	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A

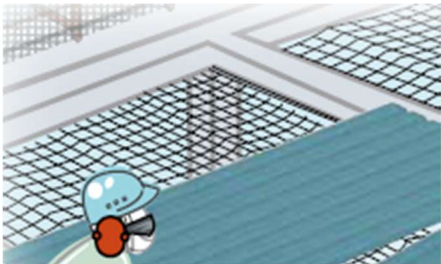
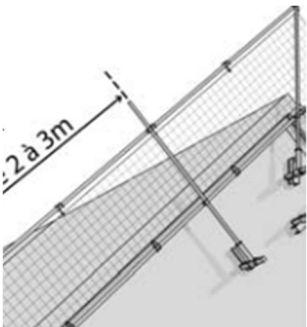
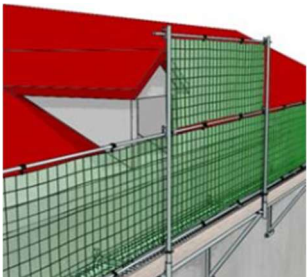
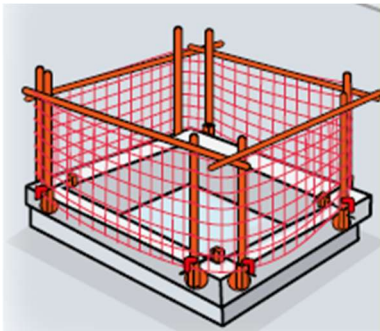
PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Panneau de chantier	Affichage permis de construire et liste des entreprises	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Installations électriques existantes	NEUTRALISATION & CONSIGNATION DU RESEAU ELECTRIQUE Neutralisation de l'installation électrique existante avant toute intervention des autres lots	LOT 11 : ELECTRICITE	
Installations de chauffage existantes	NEUTRALISATION & CONSIGNATION DU RESEAU & INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE EXISTANTES Neutralisation de l'installation chauffage existante.	LOT 12 : PLOMBERIE – SANITAIRES –	
DEMOLITIONS MANUELLES	Pour l'ensemble des démolitions Mise en place d'étalement suivant les calculs des bureaux de structure ou d'entreprise afin d'éviter fragilisation ou effondrement des ouvrages	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Installation de vie collective	Blocs sanitaires Bungalow vestiaires Bungalows réfectoire Ensemble équipé & raccordé	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Aires de chantier et de stockage	Clôture par grille HERAS de la zone	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Alimentation électrique & raccordement BASE VIE	Existant MO		
Coffret électrique de chantier & Eclairage des circulations	Coffrets avec PC Eclairage des circulations intérieures Raccordement base vie Vérification installation	LOT 11 : ELECTRICITE	LOT 11 : ELECTRICITE

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Branchement Eau potable	Existant MO		
Réseau intérieur d'eau et raccordement installations de chantier	Robinets de puisage et canalisations Raccordement base vie	LOT 12 : PLOMBERIE – SANITAIRES	LOT 12 : PLOMBERIE – SANITAIRES
Evacuation des déchets		Chaque entreprise	Chaque entreprise
Echafaudages de pied type MDS y compris tous moyens de levage intégrés et recettes à matériaux	PRIORISER la mise en place d'échafaudages extérieurs type MDS	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A	LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A
Accès toitures Mise en place de TOUR D'ACCES		LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER	LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER
Mise en place de garde-corps en rive de toiture Conformes à la norme NF P 93-355. Ils sont constitués de potelets espacés de 1,50 m maximum permettant de recevoir :	Filets de sécurité en périphérie Ils correspondent à des filets de sécurité de système T, fixés sur des consoles pour une utilisation horizontale, ou de système V, comportant une ralingue et fixés à des supports de type gibet. Ils sont montés et assemblés conformément au manuel d'instructions du fabricant. FOURNIR PV DE RECEPTION	LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER	LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

<p>Mise en place de filets de protection en sous face charpente</p> <p>Installés en sous-face de toiture, ils doivent être complétés par une protection collective périphérique à l'ouvrage</p>	 <p>Ils correspondent à des filets de sécurité de système S, comportant une ralingue. Ils sont prévus pour être tendus horizontalement, ou dans un plan sensiblement horizontal, et fixés sur une structure, via des points d'ancrage, au moyen d'attaches, en respectant les préconisations du fabricant</p> <p>FOURNIR PV DE RECEPTION</p>	<p>LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER</p>	<p>LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER</p>
<p>Filets en bas de pente et en rampants</p>	 	<p>LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS</p>	<p>LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS</p>
<p>Protection des trémies en toiture</p> <p>Garde-corps provisoires</p>		<p>LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER</p>	<p>LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER</p>
<p>Filets contre chutes d'objets et de matériaux</p>		<p>LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.</p>	<p>LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.</p>

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)





depuis échafaudage de pied			
Hors d'eau	Le maintien hors d'eau du bâtiment pendant les travaux	LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER	LOT N°2 CHARPENTE BARDAGE ET OSSATURE BOIS & LOT N°3 ETANCHEITE SUR BAC-ACIER
Repli des installations de chantier	Baraquements, vestiaires, etc....	En fin d'opération LOT N°1 DEMOLITION - MACONNERIE - B.A.	

5 Recensement pratique propre aux lieux de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prise en la matière

5.1 Organisation des secours







5.1.1 Information et formation des salariés des entreprises

Par les entrepreneurs :

-  Sur la conduite à tenir en cas d'accident arrivant sur le chantier (Identification du chantier et de ses accès par les secours)
-  Les dispositions en cas de travailleurs isolés
-  L'utilisation du téléphone de secours accessible, par tous, pendant les heures de travail (utilisable sans carte, ni pièce).
-  Les mesures prises pour l'évacuation des blessés.

Toute information sur les accidents AVEC ou SANS arrêt de travail devra être communiquée au coordonnateur, au plus tard dans les 48 heures qui suivent l'accident.

5.1.2 Consignes de sécurité et affichage

-  Affichage des consignes particulières en cas d'accident.
-  Affichage des N° d'appel d'urgence.
-  Affichage de la liste des secouristes (les entreprises doivent disposer d'un secouriste pour 20 salariés).
-  Trousse de secours (règles applicables à chaque entreprise).
-  Affichage des consignes particulières en cas d'incendie.
-  Affichage des consignes « soins aux électrisés »

6 Modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs

6.1 Entreprises concernées par le contenu, la diffusion et l'évolution du PPSPS

6.1.1 Entreprises concernées





Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un **Plan Particulier de Sécurité Protection de la Santé** et de le transmettre au coordonnateur de sécurité protection de la santé, dans le délai d'un mois à compter de la signature des marchés et préalablement à tous travaux. Le coordonnateur, en fonction de la nature des risques, demandera éventuellement à l'entreprise de diffuser son PPSPS aux organismes cités.

Dans le cas où un entrepreneur sous traite tout ou partie du contrat conclu avec le maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le maître d'œuvre et par le maître d'ouvrage.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de leur transmettre, à leur demande, son propre PPSPS et les PPSPS établis par ses sous-traitants.

6.1.2 Contenu du PPSPS

Le PPSPS devra :

-  Répondre aux prescriptions définies dans la loi N°94-1159 du 26 décembre 1994.
-  Intégrer les PPSPS de ses sous-traitants éventuels.
-  Respecter les dispositions générales du présent PGC.
-  Être présenté selon les indications données en annexe du présent PGC, en particulier en suivant les conseils donnés par la fiche « memo pratique » A1 M 05 95 éditée par l'OPPBTP. Ces renseignements ne sont donnés qu'à titre indicatif et ont pour but d'aider les entreprises concernées dans leur rédaction. Ils doivent avant tout éviter d'être un catalogue de recettes standards. Ils doivent refléter essentiellement les cas de sécurité et de protection de la santé propres et spécifiques aux tâches de ce chantier.

6.1.3 Diffusion des PPSPS

BATEC QHSE

93, Les Allées d'Asnières 41360 LUNAY




Tél : 07 86 30 88 74 Mail : christophe.chesneau@batec-sps.fr

45/48

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

Les PPSPS des entreprises sont communiqués au coordonnateur de sécurité et de la santé. Ce dernier peut demander d'y apporter des modifications ou des améliorations. Les plans ainsi rectifiés sont remis en deux exemplaires au coordonnateur, un exemplaire sera à disposition dans le bureau de chantier.



Seule l'entreprise de principal et de démolition ainsi que les entreprises ayant à réaliser des tâches présentant des risques particuliers devront envoyer leur PPSPS à :

-  La Direccte.
-  La Carsat, service de prévention.
-  L'OPPBTB.

Chaque entreprise peut demander au coordonnateur, communication du PPSPS d'une autre entreprise du chantier.

6.1.4 Evolution du PPSPS

Les PPSPS peuvent évoluer et être modifiés :

-  Sur l'initiative des personnels du chantier confrontés à une situation nouvelle.
-  Sur la demande du coordonnateur ou de l'un des organismes de contrôle de la sécurité, dans le cadre de l'homogénéité des PPSPS du chantier.



7 Responsabilités et personnels de l'entreprise

7.1 Responsabilités de l'entreprise

L'application des clauses précédentes ne libère pas l'entreprise de ses responsabilités en matière d'accident. Par conséquent, chaque entreprise engage sa responsabilité en ce qui concerne la police de chantier, et la sécurité. Chaque entreprise a également à sa charge tout ce qui a trait aux dispositions propres à son personnel et au travail que ce dernier exécute, ainsi que vis à vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux. Chaque entreprise doit enfin prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout vol ou détérioration des objets personnels de ses ouvriers. Chaque entreprise devra aussi assurer la protection de l'ouvrage contre tout vol ou détérioration.

7.2 Utilisation de personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

-  Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné.
-  Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré.

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

✚ L'intéressé est en règle au point de vue de la carte de travail et de la carte de séjour.

✚ Le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979).

7.3 Entreprises artisanales et travailleurs indépendants

Les entreprises artisanales ou les travailleurs indépendants, qui seraient titulaires d'un contrat, ou encore sous-traitants d'un contractant, doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels salariés des entreprises. Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositions du contrat type de sous-traitance du BTP signé le 7 mars 1995 par les organismes professionnels, pour ce qui concerne le § 2-3 hygiène et sécurité.

8.DESAMIANPAGE & DEPLOMBAGE

Sans objet

Travaux réalisés antérieurement au présent marché de travaux

9 Divers

- **Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

Le coordonnateur de sécurité est chargé de collecter les éléments nécessaires à la constitution du DIUO. Il peut demander à tout moment copie des documents qui lui seraient nécessaires. Le DIUO devra comporter tous les documents expliquant les dispositions prises afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien et de tous les remplacements de pièces après la livraison des ouvrages.

L'entreprise qui, dans cette optique, constaterait qu'un ouvrage nécessaire à une plus grande sécurité d'utilisation n'est pas prévu à son marché, se doit d'en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur, qui décideront s'il y a lieu d'en proposer l'adjonction au maître d'ouvrage.

Les entreprises s'engagent à fournir tous les éléments constitutifs du DIUO demandés par le coordonnateur SPS, dans un délai court.

- **Registre journal de coordination**

Le coordonnateur ouvrira un registre journal de coordination de sécurité du chantier qui sera conservé dans le bureau de chantier. Tous les événements intéressant la sécurité, les observations faites par le coordonnateur aux intervenants ainsi que le visa des destinataires et leurs réponses éventuelles y seront consignés chronologiquement. Ce registre journal sera accessible à tous les organismes de sécurité et de contrôle des conditions de travail, aux délégués du personnel et aux

PGC relatif aux travaux de Rénovation & Extension de la Salle Polyvalente Rue de la Mairie à TOUR-EN-SOLOGNE (41250)

membres des CHSCT des entreprises. Il sera conservé sur le chantier jusqu'à la réception des travaux et par le coordonnateur pendant les 5 années suivantes.

10 Annexes

NUMEROS D'APPEL D'URGENCE : 112

- Police 17
- Pompier 18
- SAMU 15
- Hôpital le plus proche : Hôpital de BLOIS Mail Pierre Charlot 41016 Blois
- Tél : 02 54 55 66 33
- Médecin généraliste
- 36 route Romorantin 41700 Cheverny
- Tel : 02 54 79 96 80

EVACUATION DES PERSONNELS DE CHANTIER :

Il appartiendra à chaque entreprise de mettre en place les moyens matériels correspondants à sa propre organisation des secours.

PRINCIPES A APPLIQUER EN CAS D'ACCIDENT :

- **NE PAS AGGRAVER L'ETAT DE LA VICTIME**
- **PREVENIR LES SECOURS EXTERIEURS**
- **PREVENIR LE COORDONNATEUR SECURITE**

TROUSSE DE PREMIERE URGENCE :

Le ou les secouristes désignés sur le chantier doivent avoir à leur disposition une trousse de première urgence, conforme aux règles et documents en vigueur, celle-ci devra être pourvue du nécessaire et périodiquement vérifiée et réapprovisionnée.